

ROMAN FEUILLETON

LA DEPECHE est un quotidien du Sud-Ouest fort honoré dans sa région et qui veut être le « Journal de la démocratie ». Bravo ! Pourtant, au cours de deux déplacements dans son secteur, j'ai pu lire les extraits d'un roman-feuilleton intitulé « Je n'ai pas tué Peterson », d'un certain M. Toulzet, auteur dont j'ignorais l'existence, et qui fait dans la série noire comme d'autres fabriquent du boudin !

Exemples choisis : « Peterson a prêté au Juif trois millions à 30 %. Le patron n'a pas hésité à ficher le couteau sur la gorge à un type de sa religion. Les affaires sont les affaires. »

« Ces mecs là (les Juifs) sont de parfaits comédiens, et je n'ai jamais pu les blairer. C'est chronique, chez moi... »

« Ben Cliffla entre dans la pièce, et son museau de fouine s'éclaircit d'un sourire lorsqu'il me voit. Je n'aime pas ce métèque à la peau luisante et grasse, au poil rare, aux cheveux crépus comme ceux d'un nègre. Il m'inspire une sorte de répulsion : c'est physique chez moi ! », etc.

De deux choses l'une. Ou bien le collaborateur de La Dépêche veut peindre un portrait de salaud, et il y réussit parfaitement, et son héros est le plus répugnant personnage qui soit. Ou bien l'auteur s'identifie à sa créature (l'obsession : c'est chronique, c'est physique chez moi) et c'est extrêmement grave.

Troisième hypothèse : la direction de cet estimé journal n'a pas lu le feuilleton avant de le publier. J'aimerais savoir.

Oncle TOM

Or ce tract continue de circuler dans divers pays, ce qui prouve que l'internationale néo-nazie s'en occupe activement. Nous apprenons, en particulier, qu'il vient d'être envoyé aux professeurs des universités d'Afrique du Sud.

Nous avons pu recueillir des renseignements sur l'auteur de ce libelle. Ridge a été effectivement professeur assistant, de 1958 à 1960, à Atlanta, au Collège d'Etat de Georgie, puis professeur titulaire de 1960 à 1963. Il fut à cette date, interné à l'hôpital psychiatrique de Milledgeville, en Géorgie, pendant une année. Il exerça ensuite en Floride, puis en Louisiane, où il resta professeur de français à l'Université d'Etat jusqu'en juin 1966. Il vivrait maintenant à Paris où il fabrique et diffuse ses tracts, avec quels concours ? avec quels fonds ?

Un fou, sans doute ; mais un fou dangereux. Des mesures de salubrité publique s'imposent.

USAGE DE FAUX

L'USAGE de faux est un procédé cher aux racistes. On connaît la célèbre affaire des « Protocoles des Sages de Sion ». Ici, il s'agit, plus modestement, d'un tract destiné à justifier les campagnes de haine contre les travailleurs algériens. Cette feuille, attribuée à l'Amicale des Algériens en Europe, veut faire apparaître ceux-ci comme antisémites et racistes et se vantant des prétendus « viols » dont « Minute » les accuse. Pour plus d'authenticité, on indique qu'il s'agit d'une « circulaire parue dans « Le Démocrate du Périgord ».

Renseignements pris, ce texte provocateur a bien paru dans le journal en question, mais dans un commu-

nié du « Front National des Rapa-triés », pour étayer un article contre la coopération avec l'Algérie. Son origine s'éclaircit lorsqu'on constate que l'adresse indiquée sur le tract comme le siège de l'Amicale des Algériens en Europe, est, en fait, celle d'une organisation qui fut liée naguère à l'O.A.S. : le « Front de l'Algérie Française » ; les rédacteurs ont été trahis par l'habitude.

Dès octobre 1966, la publication de cette prétendue « circulaire » aujourd'hui diffusée à nouveau, aux fins que l'on devine aisément, avait fait l'objet d'un ferme démenti de la part de l'Amical des Algériens en France. Cette organisation écrit au M.R.A.P. à ce sujet : « L'origine des positions racistes aussi grossièrement affichées est si évidente qu'il ne nous a pas paru nécessaire de mettre en garde les associations amies et organisations ouvrières et démocratiques concernées par ce problème grave qu'est le racisme. Elles auront d'elles-mêmes reconnu le faux et les auteurs. »

Et dans une mise au point, elle précise : « Les objectifs définis par notre association sont clairs et nets : développer les rapports amicaux qui existent, en dépit des attitudes négatives et déplorables, entre la France et l'Algérie, entre le peuple français et le peuple algérien, entre nos émigrés et le pays d'accueil. »

Hier et aujourd'hui

POURQUOI GOBINEAU ?

AU mois d'avril dernier se déroulait à l'Institut français d'Athènes une exposition commémorative « Gobineau à Athènes ». Il y a un siècle en effet, l'auteur des « Pléi-

des » était le chef de la mission diplomatique française dans ce pays.

Diplomate, écrivain, poète, sculpteur, son philhellénisme transparaît dans tous ses actes, comme le dépeint fort bien un long article du « Monde ».

Mais on peut se demander avec M. B... de Fontainebleau qui nous écrit : « N'est-il pas pour le moins curieux que l'Institut français consacre son activité au théoricien de l'« Essai sur l'inégalité des races humaines » ? Cet ouvrage fut « livre de chevet des raciologues du III^e Reich », comme le soulignait naguère M. André Leroi-Gourhan. Cette œuvre « fondée sur une totale confusion entre la race et la culture », écrite alors que l'Occident « civilisé » dominait le monde, a fourni, il faut bien le dire, l'image de « l'aryen idéal » et a joué un rôle certain dans les entreprises qui aboutirent à l'extermination de millions d'innocents.

Ne peut-on pas, à l'étranger, donner à la culture française, des « ambassadeurs » moins compromettants ?

Afrique du Sud

COMPLICES OU DUPES ?

UNE série de manifestations favorables au régime raciste d'Afrique du Sud (exposition, banquet, réception de l'ambassadeur, conférence) sont prévues à Chateaudun (Eure-et-Loire), du 26 mai au 26 juin, sous l'égide de deux organisations qui s'intitulent « Centre international d'Etudes esthétiques » et « Cercle Paul-Valéry ».

Le M.R.A.P. et le Comité de Liaison contre l'apartheid interviennent pour que ces scandaleuses manifestations n'aient pas lieu. De nombreuses personnalités et organisations locales s'associent à leurs efforts.

« JUDEN RAUS »

Vendredi 5 mai au soir à Hillbrow (faubourg de Johannesburg), deux cents policiers armés de matraques et de bombes lacrymogènes chargent une foule d'environ mille jeunes juifs qui manifestaient devant une taverne fréquentée par des immigrants de l'Allemagne de l'Ouest.

Le mois précédent, un groupe de ces Allemands avaient célébré dans cet établissement l'anniversaire de la naissance d'Hitler (20 avril), aux cris de « Juden Raus », et « Heil Hitler ». Ils proclamaient faire partie de la branche sud-africaine du N.P.D., et l'organisateur de la cérémonie, Oskar Scheffler avait promis son soutien complet à l'un des leaders du parti néo-nazi, Adolf Von Thadden qui annonçait sa troisième visite en Afrique du Sud.

Les 6 et 7 mai, la conférence européenne sur l'apartheid a tenu ses assises à Paris. C'est la première fois que les comités anti-apartheid de divers pays peuvent confronter leurs expériences : ils étaient venus d'Angleterre, de Suède, des Pays-Bas, de Suisse, d'Irlande, d'Allemagne fédérale, du Japon. Étaient aussi présents des délégués des deux mouvements de libération sud-africains, l'African National Congress (A.N.C.) et le Pan-african Congress (P.A.C.), du mouvement de libération du Sud-Ouest africain (le SWAPO) et de l'organisation zambienne (le ZANU).

Sur le plan français, un très large éventail d'organisations avait envoyé des délégués à la conférence : le Mouvement de la Paix, la C.G.T., la Ligue des Droits de l'Homme, le Parti communiste, la S.F.I.O., le Parti radical, la Convention des Institutions républicaines, la F.E.A.N.F. (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France), la Société des Missions protestantes, l'Association des Juristes démocrates, etc. Le M.R.A.P., pour sa part, avait envoyé plusieurs délégués, qui participèrent aux travaux de toutes les commissions.

A l'issue de ses travaux, la

conférence publia une résolution finale où elle :

« Attire l'attention de l'opinion publique européenne sur l'aide importante qu'ont apportée et que continuent d'apporter au racisme sud-africain les grandes puissances occidentales, à travers les investissements de capitaux, l'assistance technique, la coopération militaire, les fournitures d'armes de toutes sortes ;

« Demande aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, et d'adopter une législation

mettant hors d'état de nuire les organisations racistes, où qu'elles se manifestent, dont les activités apportent un soutien à la politique d'apartheid »...

« Invite les forces démocratiques d'Europe à prendre l'engagement solennel de tout faire, dans les Assemblées et aux gouvernements : — pour que soit suspendue toute fourniture d'armes et de matériel militaire au gouvernement sud-africain ;

— pour que cesse l'aide technique accordée à ce gouvernement, aide si importante aujourd'hui pour l'économie d'apartheid. »

AFRIQUE DU SUD : A QUI LE CRIME PROFITE

L'APARTHEID, ce n'est pas seulement l'oppression politique de 12 millions de Noirs par une minorité de 3 millions de Blancs ; c'est aussi un régime d'exploitation sauvage dans lequel est impliqué le grand capital occidental, qui profite beaucoup plus de la ségrégation que les « petits Blancs ».

L'Afrique du Sud est l'un des grands réservoirs minéraux de notre planète : 30 % de la production mondiale de l'or, 50 % de la production de diamants, 20 % de la production d'uranium. A quoi il faut ajouter d'énormes réserves, pas toutes exploitées encore, de platine, de manganèse, de chrome, de houille, d'antimoine. La production agricole y est aussi très importante : laine, primeurs tropicaux (agrumes, en particulier), vigne, céréales, viande, tabac.

Jusqu'à ces dernières années, la République Sud-Africaine était une colonie ; colonie de peuplement, certes, et indépendante dans le cadre du Commonwealth (dont elle ne sortit qu'en 1960), mais colonie quand même ; ce qui signifiait, en termes économiques, qu'elle exportait des produits bruts, non transformés, et qu'elle importait des produits finis ; c'était un pays sans industries, sinon extractives. Les grands trusts internationaux qui tenaient en main l'exploitation de ces richesses en tiraient d'immenses profits, encore accrus par l'exploitation systématique d'une main-d'œuvre indigène sous-payée, inorganisée.

De manière très paradoxale, c'est le développement même de la politique d'apartheid qui accéléra l'industrialisation du pays. Lorsqu'on commença à parler de boycott et de mettre le régime raciste de Prétoria au ban de l'humanité, les trusts sentirent grandir la menace contre leurs profits dans cette région. « Il est significatif que, depuis 1960, les intérêts du capital étranger soient liés à la protection de l'économie sud-africaine contre les risques de sanctions économiques internationales : ils ont fourni des ressources et de l'argent pour aider le régime sud-africain à créer une industrie plus autonome et une infrastructure pour les transports. » (1)

Les intérêts économiques internationaux en jeu se situent sur deux plans. D'abord le plan commercial. Les pays acheteurs des matières premières sont d'abord la Grande-Bretagne, le Japon et les Etats-Unis, puis, par ordre d'importance décroissante, l'Allemagne fédérale, la Rhodésie, l'Italie, la Belgique, la France. Parmi les pays vendeurs viennent dans l'ordre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon, le Canada, l'Italie, la France. Mais si la France ne se situe respectivement qu'au huitième et septième rangs, la valeur de ses échanges augmente très vite : entre 1960 et 1966, elle augmenta de 300 % ;

Puis viennent les investissements. Là encore, la Grande-Bretagne vient en tête (60,3 % des investissements), puis

les Etats-Unis (11,1 %) ; la France, là, vient en troisième position, avec 5,6 % des investissements. Mais la part française augmente très vite, dans les industries du textile, de l'électronique, de l'armement, de l'automobile.

Cet effort d'investissement permet aujourd'hui à l'Union Sud-Africaine de ne pas trop craindre d'éventuelles sanctions économiques ; ses capacités d'auto-investissement ne cessent de croître. Et les profits pourront ainsi résister à d'éventuelles offensives anti-apartheid.

En outre, le boycott des produits sud-africains est extrêmement difficile, en raison même de l'imbrication extrême des intérêts internationaux dans l'économie du pays. 50 % des fruits et primeurs sud-africains (oranges, « avocats », fruits divers) sont pris en charge et commercialisés par des firmes israéliennes ; 80 % du tabac sud-africain est traité et vendu par la Suisse ; une part importante l'est par la firme Stuyvesant, trust international implanté aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens. De même, la production de laine sud-africaine, de diamants et de quantité d'autres produits bruts est pratiquement indécrochable dès qu'elle entre dans le circuit des échanges internationaux.

Ce réseau d'interactions — voire de complicités — devient de plus en plus complexe. La Régie Renault a installé une usine de montage à East London. Pour ne prendre que l'exemple de la France, les Chantiers de Saint-Nazaire construisent actuellement trois sous-marins pour la marine militaire sud-africaine (dont les équipages seront formés en France) ; Dassault fournit des avions, Panhard des chars ; c'est surtout en matière d'armements, on le voit, que la France traite. Quant à la Thomson-Houston, c'est tout un programme d'études qu'elle mène, le Projet Cactus, pour doter Prétoria d'un arsenal de missiles.

L'Allemagne fédérale est aussi partie prenante, surtout dans le domaine atomique. Les experts estiment qu'en 1970, les autorités racistes de Prétoria posséderont la bombe. Le gouvernement allemand, qui ne peut, en vertu des accords internationaux, fabriquer des bombes atomiques, a acheté à Prétoria 1 000 tonnes d'uranium, dont la plus grande part est restée en Afrique du Sud, « pour des raisons stratégiques » ; c'est une façon de participer à la dissémination de l'arsenal atomique.

Bref, les complicités, on le voit, sont multiples, et la lutte contre l'apartheid, pour être conséquente, doit en tenir le plus grand compte. C'est au niveau des gouvernements que les forces antiracistes et progressistes du monde entier doivent imposer une politique radicale et concertée.

Georges CHATAIN

(1) Rapport de Vela Pillay, professeur d'économie politique, à la conférence des 6 et 7 mai.